



ROLAND WOINET

Commissaire Aux Comptes

Inscrit à la Compagnie Régionale Dauphiné-Savoie

Comité Départemental de l'Isère de Tennis, Association

Exercice clos le 31 août 2024

Rapport du commissaire aux comptes
Sur les comptes annuels

Roland WOINET
Expert-comptable
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale Dauphiné – Savoie

180 Rue de Chatagnon
38430 MOIRANS

Comité Départemental de l'Isère de Tennis, Association

Exercice clos le 31 août 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux adhérents de l'Association Comité Départemental de l'Isère de Tennis,

I. Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Comité Départemental de l'Isère de Tennis, relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion avec réserve

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de mon rapport.

III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur le point suivant exposé dans la note « informations complémentaires » de l'annexe des comptes annuels, concernant l'approche retenue par l'association pour appréhender la subvention COSI versée par le Département de l'Isère.

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes de l'association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Comité de direction et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Comité de direction.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Le 26 septembre 2024
A Moirans

Le Commissaire aux Comptes

Roland WOINET



Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/08/2024			31/08/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	47 133	25 785	21 348	28 729
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	500		500	500
	TOTAL (I)	47 633	25 785	21 848	29 229
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	2 211		2 211	2 637
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	483		483	2 140
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	43 000		43 000	
	DISPONIBILITES	93 380		93 380	138 879
	Charges constatées d'avance	1 312		1 312	1 169
	TOTAL (II)	140 386		140 386	144 826
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	188 019	25 785	162 234	174 055
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				500	500
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

FONDS PROPRES		31/08/2024	31/08/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	92 901	92 901
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(564)	(5 353)
	Excédent ou déficit de l'exercice	7 672	4 789
	Total des fonds propres (situation nette)	100 009	92 337
	Fonds propres consommables		
FONDS PROPRES	Subventions d'investissement	21 307	28 107
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	21 307	28 107
	Total des fonds propres	121 316	120 443
Fonds reportés et déduits	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	8 000	6 000
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et déduits	8 000	6 000
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	16 194	14 150
	Total des provisions	16 194	14 150
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 041	8 061
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	8 184	12 289
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	605	11 441
	Produits constatés d'avance	895	1 670
	Total des dettes	16 724	33 461
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		162 234	174 055
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		7 672,36	4 788,50
(1) Dont à moins d'un an		16 724	33 461
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	94 236	81 446
	dont parrainages	8 800	8 300
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	32 277	31 927
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	3 158	1 513
	Mécénats	3 700	4 200
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	69 265	62 516
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	153 746	158 610
	Utilisations des fonds dédiés	6 000	
	Autres produits	1 163	1 026
Total des produits d'exploitation		363 545	341 238
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock	426	(248)
	Autres achats et charges externes	207 663	200 627
	Aides financières	36 400	27 430
	Impôts, taxes et versements assimilés	888	960
	Salaires et traitements	67 035	66 654
	Charges sociales	20 496	19 191
	Dotation aux amortissements et dépréciations	7 381	8 237
	Dotation aux provisions	16 194	14 150
	Reports en fonds dédiés	8 000	6 000
	Autres charges	406	332
Total des charges d'exploitation		364 889	343 332
RES ULTAT D'EXPLOITATION		(1 344)	(2 094)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(1 344)	(2 094)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 305	1 104
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	2 305	1 104
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		2 305	1 104
RESULTAT COURANT avant impôts		961	(991)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	40	1 521
	Sur opérations en capital	6 800	5 893
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	6 840	7 415
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	128	1 636
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	128	1 636
RESULTAT EXCEPTIONNEL		6 712	5 779
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		372 690	349 756
TOTAL DES CHARGES		365 017	344 968
EXCEDENT ou DEFICIT		7 672	4 789
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Dons en nature	61 163	56 966
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	TOTAL	61 163	56 966
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations		
	Personnel bénévole	61 163	56 966
	TOTAL	61 163	56 966

Etats financiers au 31/08/2024**ANNEXE**

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **162 234** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **372 690** euros et un total **charges** de **365 017** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **7 672** euros.

L'exercice considéré débute le **01/09/2023** et finit le **31/08/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels du plan comptable associatif et plus précisément du règlement ANC n°2014-03 ainsi que des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et de présentation n'a été apporté.

Objet et activité de l'Association

L'Association a pour but :

- de favoriser la pratique du tennis, du para-tennis, du beach-tennis, du padel et de la courte paume par tous les moyens en sa possession et de l'organiser dans la limite de son territoire, sous le contrôle de la Ligue Auvergne Rhône Alpes.
- d'assurer de bonnes relations entre les associations qui la composent.

Le Comité Départemental exerce les responsabilités qui lui sont confiées par la Ligue, essentiellement dans les domaines de l'action éducative et de l'organisation des compétitions sportives. Il participe aux relations avec les Pouvoirs Publics.

Il est soumis aux Statuts et Règlements de la Fédération Française de Tennis et la Ligue Auvergne Rhône Alpes, qui ont valeur obligatoire pour lui, ses associations et les membres qui en dépendent.

Moyens d'action

Les moyens d'action du comité départemental sont :

- les relations avec la ligue Auvergne Rhône Alpes,

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- les relations avec les autres comités départementaux de la ligue Auvergne Rhône Alpes,,
- l'aide technique, morale et matérielle donnée aux associations qui la composent,
- la tenue d'assemblées périodiques, conférences, cours, stages et actions de formation,
- la publication éventuelle d'un bulletin et/ou d'un annuaire,
- l'organisation de compétitions et la participation aux épreuves officielles nationales et internationales,
- les relations avec les pouvoirs publics, en particulier les Directions chargées des Sports.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

A noter que durant l'exercice précédent, des fauteuils pour personnes handicapées ont été immobilisés pour leur valeur nette de financement. Ces fauteuils sont ainsi inscrits dans l'inventaire des immobilisations, ce qui est cohérent avec le fait qu'ils appartiennent au Comité.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Indemnités de fin de carrière

Compte tenu du caractère non significatif, il n'a pas été constitué de provision pour indemnités de fin de carrière.

Contribution volontaire an nature

Bénévolat :

L'Association bénéficie de l'aide de bénévoles.

Le nombre d'heures de bénévolat est estimé à 5 250 heures.

Sur la base du taux de SMIC horaire de 2024 non chargé (11.65 €/h brut), ces heures sont estimées à 61 162.50 €.

Mises à disposition :

Les locaux situés au 1 avenue Louis VICAT 38100 GRENOBLE sont mis à disposition par la Ligue.

L'Association a bénéficié l'an dernier d'une aide en nature de la part de la Région Auvergne-Rhône-Alpes correspondant à un minibus d'une valeur de 34 000€. Le minibus a été immobilisé. La dotation aux amortissements et la quote-part de la subvention d'investissement virée au résultat, correspondante, seront comptabilisées pendant la durée de la mise à disposition, soit 5 années.

Parties liées :

Ligue de tennis Auvergne-Rhône-Alpes :

La Ligue de tennis Auvergne-Rhône-Alpes prend également certaines charges à son compte.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Cette année, cette prise en charge a été estimée à 134 877 €.

Comme l'année précédente, la prise en charge a été inscrite directement dans les comptes de charges et produits.

Informations complémentaires

En termes de subvention octroyée par le Conseil Départemental de l'Isère, l'approche retenue par l'Association est d'appréhender la subvention COSI (Contrat d'Objectifs Sport Isère) sur 3 saisons.

Engagements de départ en retraite

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ en retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.80 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ en retraite : 65 ans
- Table de mortalité : Table INSEE 2024

Au 31/08/2024, les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière sont de 4 023 €.

Honoraires CAC

Le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes de l'exercice s'élève à 3 762 € TTC.

Immobilisations - Amortissements

Etat exprimé en euros

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des immobilisations au 31/08/2024
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel outillage industriels				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	34 000			34 000
Autres immobilisations corporelles	13 133			13 133
Immobilisations financières	500			500
TOTAL GENERAL	47 633			47 633

AMORTISSEMENTS

	Montant des amortissements au début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant des amortissements au 31/08/2024
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel outillage industriels				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	5 893	6 800		12 693
Autres immobilisations corporelles	12 511	581		13 092
TOTAL GENERAL	18 404	7 381		25 785

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2024
PROVISIONS RELEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS RELEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	14 150	16 194	14 150	16 194
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	14 150	16 194	14 150	16 194
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		14 150	16 194	14 150	16 194

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		16 194	14 150	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				

- La provision pour travaux de 10 k€ a été reprise car les travaux ont été réalisés.
- Une dotation pour provision de 8 k€ a été constatée concernant la volonté de financer aux clubs des raquettes (licences filles).
- Une dotation pour provision de 6 k€ a été constatée concernant le projet d'accompagner de jeunes sportifs.

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/08/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/08/2024
Fonds propres sans droit de reprise	92 901				92 901
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	(5 353)	4 789			(564)
Excédent ou déficit de l'exercice	4 789	(4 789)	7 672		7 672
Situation nette	92 337		7 672		100 009
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	28 107			6 800	21 307
Provisions réglementées					
TOTAL	120 443		7 672	6 800	121 316

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros	Fonds dédiés clôture 31/08/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/08/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	6 000		6 000		8 000	8 000	
MICRO-PROJETS 2024							
MICRO-PROJETS 2025							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	6 000		6 000		8 000	8 000	

--

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/08/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	500	500	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés	483	483	
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	1 312	1 312	
TOTAL DES CREANCES		2 294	2 294	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/08/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	7 041	7 041		
	Personnel et comptes rattachés	3 366	3 366		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 103	4 103		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	715	715		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	605	605		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	895	895		
TOTAL DES DETTES		16 724	16 724		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/08/2024
Total des Charges à payer		11 413
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6 926
FRS - FACT. NON PARVENUES	6 926	
Dettes fiscales et sociales		4 487
DETTE PROV S/ CONGES PAYES	2 753	
CH SOC S/ CP	1 019	
ETAT - CHARGES A PAYER	715	

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/08/2024

Total des Produits à recevoir

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/08/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			1 312
MAIF		731	
ESPRINT MAINTENANCE		121	
SLIMPAY		24	
ADOBE		421	
LOKA VAISELLE		15	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			1 312

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/08/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION Formations faites en N+1		895	895
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			895

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/08/2024

Total des produits exceptionnels		6 840
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIE</i>	<i>40</i>	40
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>QP SUBV. INVES. VIRE AU CR</i>	<i>6 800</i>	6 800
Total des charges exceptionnelles		128
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>AMENDES ET PENALITES NON DEDUC</i> <i>CHARGES SUR EX ANTERIEURS</i>	<i>35</i> <i>93</i>	128
Résultat exceptionnel		6 712



ROLAND WOINET

Commissaire Aux Comptes

Inscrit à la Compagnie Régionale Dauphiné-Savoie

Comité Départemental de l'Isère de Tennis, Association

Exercice clos le 31 août 2024

Rapport spécial du commissaire aux comptes
Sur les conventions réglementées

ROLAND WOINET

Expert-comptable
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Dauphiné-Savoie

180 Rue de Chatagnon
38430 MOIRANS

Comité Départemental de l'Isère de Tennis, Association

Exercice clos le 31 août 2024

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Aux membres de l'association,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre Association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisés ou que j'aurais découverte à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale


Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale, en application des dispositions de l'article L612-5 du code de commerce.

Le 26 septembre 2024

A Moirans

Le Commissaire aux Comptes

Roland WOINET

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'W' followed by a smaller 'OINET'.